
L'investissement direct étranger en Slovénie en 2016

Résumé

La Slovénie, membre de l'Union européenne (UE) depuis 2004 et de la zone euro depuis 2007, est un bénéficiaire net en matière d'investissements directs étrangers (IDE). Le stock des IDE en Slovénie s'élève à la fin 2016 à 12 950 M EUR, tandis que celui des investissements slovènes à l'étranger atteint 5 714 M EUR. La France est le huitième investisseur étranger en Slovénie et le vingt-cinquième destinataire des investissements directs slovènes à l'étranger. Formellement, l'environnement juridique slovène n'est pas discriminatoire envers de l'investissement direct étranger. Celui-ci est encouragé dès le début 2013 via l'Agence publique de la République de Slovénie pour la promotion de l'entrepreneuriat, de l'internationalisation, des investissements étrangers et de la technologie dite « SPIRIT Slovenia », qui fonctionne comme un guichet unique.

1. L'investissement direct international en Slovénie

1.1 Les investissements directs étrangers en Slovénie.

Selon la Banque de Slovénie, dans son dernier rapport de novembre 2017, sur l'ensemble d'une période d'observation allant de 1994 à 2016, la Slovénie serait un bénéficiaire net en matière d'investissements directs étrangers (IDE). A la fin de 2016, s'agissant plus particulièrement des **IDE en Slovénie**, leur **stock** est évalué à **12 950 M EUR** (soit 32% du PIB de 2016 de 40 418 M EUR) et enregistre une **hausse de 11,5%** par rapport à 2015. La Slovénie se situerait ainsi au 107^{ème} rang mondial en termes d'accueil des stocks d'IDE, d'après le classement établi sur le fondement des statistiques de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) ; le stock d'IDE en Slovénie est estimé à 12 731 M USD, en 2016. Elle serait à cet égard et selon ce même classement distancée par plusieurs pays de la région, notamment la Croatie (77^{ème} rang) ou la Serbie (71^{ème} rang).

Selon la Banque centrale, le **flux d'IDE vers la Slovénie** aurait été de **1 140 M EUR** en 2016, en décroissance par rapport à 2015 (1 465 M EUR).

1.2 Répartition sectorielle des IDE en Slovénie.

La plupart du stock d'IDE en Slovénie (65%) se trouve dans les activités de services (dont 2% l'immobilier) et le reste (33%) est orienté vers les activités manufacturières, où le secteur pharmaceutique est prédominant.

1.3 Origine géographique des IDE en Slovénie.

Les pays de l'Union européenne constituent la principale origine des capitaux étrangers, soit 84,7% du stock des IDE en 2016.

L'**Autriche** est de loin le premier investisseur étranger en Slovénie avec 24,7% du stock. L'Autriche est surtout présente dans les activités du commerce, de l'entretien et de la réparation des véhicules (26,7% de son stock) ; les activités financières et d'assurance (24,2% de son stock) et les activités manufacturières (24% de son stock). Cependant selon la Banque centrale, la structure financière des multinationales peut cacher les origines des investissements ; ainsi une part significative des investissements allemands en Slovénie est détenue via des filiales autrichiennes de ces sociétés allemandes.

Le **Luxembourg** arrive en deuxième position avec 11,1% du stock des IDE en 2016 avec une hausse substantielle de 864 M EUR à la suite de transactions réalisées dans le secteur financier et d'assurance par des investisseurs tiers détenant une structure juridique à Luxembourg. Suit la **Suisse** avec 10,6% du stock (essentiellement des activités pharmaceutiques), l'**Italie** avec 8,8% du stock (activités financières et d'assurance), l'**Allemagne** avec 8,6% du stock (activités manufacturières ; commerce et maintenance automobile).

La **France** occupe en 2016 la **8^{ème} place** avec 4,9% du stock (633 M EUR : intermédiation financière ; automobile).

1.4 Les investissements directs slovènes à l'étranger.

La Banque de Slovénie évalue le **stock des investissements slovènes à l'étranger à 5 714 M EUR** à fin 2016 (soit 14,1% du PIB de 2016), représentant une **hausse de 3,7%** par rapport à 2015. Selon la CNUCED (qui estime le stock d'IDE slovène à l'étranger à 5 739 M USD en 2016), ceci placerait la Slovénie au 77^{ème} rang mondial parmi les pays émetteurs d'IDE (investisseurs) en 2016. Elle précéderait ainsi plusieurs pays de la région, notamment la Croatie (79^{ème} rang) ou la Serbie (87^{ème} rang).

Par ailleurs, selon la banque centrale, le **flux d'IDE à partir de la Slovénie** aurait été de **-260 M EUR** en 2016, le pays ayant donc « investi » à l'étranger.

S'agissant de la répartition sectorielle des ID slovènes à l'étranger, 70,4% du stock sont placés dans les sociétés non-financières, suivent les ménages slovènes investissant dans l'immobilier (16,4% du stock) et les 13,1% du stock correspondent aux activités financières.

S'agissant de la destination des ID slovènes à l'étranger, 65,6% du stock à la fin de 2016 se trouvent dans les 5 pays de l'ex-Yougoslavie : Croatie (28,2% du total) ; Serbie (17,8%) ; Bosnie-Herzégovine (9%) ; Macédoine (7,3%) et Kosovo (7^{ème} avec 3,3%). En dehors de ces pays, les principales destinations des ID slovènes sont la Russie (5^{ème} destination, 6,9% du total) ; les Pays-Bas (4%). Il convient de noter les parts très faibles de l'Autriche (2%), de l'Italie (1,2%) et de l'Allemagne (1%) en tant que destinataires des investissements slovènes. La part de la France est quant à elle marginale (0,2%).

2. Les échanges d'IDE avec la France

2.1. Les investissements directs français en Slovénie.

Selon les données les plus récentes disponibles de la Banque de Slovénie, la **France** occupe en 2016 la **8^{ème} position parmi les investisseurs directs étrangers** dans le pays avec 633 M EUR, soit 4,9% du stock net total de 12 950 M EUR, après l'Autriche (24,7%), le Luxembourg (11,1%), la Suisse (10,6%), l'Italie (8,8%), l'Allemagne (8,6%), les Pays-Bas (7,8%) et la Croatie (7%). Le noyau de la présence économique française s'est constitué avant l'adhésion de la Slovénie à l'Union européenne en 2004 et à la faveur des privatisations qui ont égrené l'histoire économique du pays depuis son indépendance. Stable depuis, cette présence pourrait se renforcer, soit à la faveur d'éventuels rachats parmi les nombreuses entreprises en mal de financement, soit par le biais d'acquisitions des participations publiques susceptibles d'être mises sur le marché dans le cadre des privatisations.

Selon la dernière enquête « filiales » menée par le Service économique de Ljubljana, le stock des IDE d'origine française en Slovénie comprend 61 filiales et bureaux de représentation en 2017, employant plus de 6100 personnes. Le stock est assez diversifié d'un point de vue sectoriel. Il convient de relever quelques investissements représentant des enjeux ou intérêts spécifiques à des titres divers : Renault, Société générale, E.Leclerc, Poclairn Hydraulics, Lactalis, Trèves.

2.2 Les investissements directs slovènes en France.

Selon la Banque de Slovénie, le stock d'ID slovène en France représente 13,5 M EUR en 2016 soit 0,2% des ID slovènes à l'étranger. Il fait de la **France le 25^{ème} destinataire des investissements slovènes à l'étranger**. La valeur du stock aurait atteint un maximum de 31,4 M EUR en 2007 et aurait décliné depuis.

Pour sa part, la Banque de France évalue ce même stock d'ID slovène en France comme non significatif à la fin de 2016, représentant une part marginale du stock total des IDE étrangers en France.

Les principaux investisseurs slovènes en France sont: Gorenje, Krka, Hidria, Bisol, Unior, Riko.

Selon l'étude de « Spirit Slovenia » sur l'attractivité de la Slovénie, les coûts élevés de main d'œuvre, la rigidité du marché du travail, la longueur des procédures fiscales et l'inefficacité judiciaire sont toujours parmi les principaux obstacles au développement des IDE en Slovénie ; la qualification des travailleurs représentant par contre le principal avantage de la destination. A cet avantage on pourrait ajouter l'implantation géographique au cœur de l'Europe centrale et méditerranéenne et les infrastructures permettant de connecter le Nord de l'Allemagne et l'Autriche avec l'Europe balkanique (même si l'infrastructure routière devient insuffisante).

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.